

(Texte)

M. Grégoire: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. L'honorable premier ministre est-il au courant qu'un ultimatum a été lancé afin d'obtenir qu'une plus large part de ces impôts soit remise à la province de Québec dans un délai d'un an?

(Traduction)

Le très hon. M. Pearson: Non, monsieur l'Orateur, à ma connaissance la province de Québec n'a signifié aucun ultimatum sur quoi que ce soit.

(Texte)

M. Grégoire: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser à l'honorable ministre de la Justice la question que je demandais tantôt au très honorable premier ministre. Le ministre de la Justice est-il au courant que le premier ministre de la province de Québec a donné un ultimatum au gouvernement fédéral en matière de distribution des sources de revenu et de taxation?

L'hon. Lionel Chevrier (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, la réponse est non.

M. Grégoire: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre de la Justice veut-il dire qu'il n'en a pas pris connaissance par l'intermédiaire des journaux, alors que cette question a été soulevée à l'Assemblée législative de Québec?

L'hon. M. Chevrier: Monsieur l'Orateur, je n'ai pas d'explication à fournir à l'honorable député relativement à la réponse que je viens de faire. J'ai répondu de la même manière que le très honorable premier ministre, et je suis d'avis que c'est là la réponse officielle.

Par ailleurs, si l'honorable député cherche à soulever un débat, il pourra peut-être le faire dans un autre endroit et à une autre occasion, mais sûrement pas pendant la période réservée aux questions.

(Plus tard)

M. Grégoire: Monsieur l'Orateur, j'ai une autre question supplémentaire à l'adresse du premier ministre. Cela veut-il dire que le gouvernement ne se sent aucunement obligé d'agir dans ce domaine aussi longtemps qu'il n'aura pas reçu une lettre ou un avis officiel?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Gérard Chapdelaine (Sherbrooke): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question à l'honorable ministre des Finances. Je lui demanderais s'il a lu les journaux de la province de Québec depuis le 8 avril?

[Le très hon. M. Pearson.]

ARGENT LIBRE DE DETTE

M. Guy Marcoux (Québec-Montmorency): J'aimerais poser une question à l'honorable premier ministre. Est-ce que le parti libéral est toujours en faveur de l'argent libre de dette, comme il l'a laissé entendre durant la dernière session?

(Traduction)

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je dirai à mon honorable ami que, comme toujours, le parti libéral favorise une politique dynamique et saine dans le domaine des finances et des devises.

DEMANDES DE REMBOURSEMENT RELATIVES AUX SURTAXES DOUANIÈRES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur j'aimerais poser une question au ministre de la Justice. Étant donné l'attitude prise par plusieurs membres du cabinet actuel il y a quelques mois au sujet de la validité du décret du conseil qui imposait les surtaxes douanières, qu'est-ce que le gouvernement a l'intention de faire maintenant des demandes de remboursement présentées à la Cour de l'Échiquier du Canada?

L'hon. Lionel Chevrier (ministre de la Justice): Monsieur l'Orateur, l'honorable représentant n'ignore sans doute pas qu'au sujet de ces décrets relatifs aux importations, il y a au moins une cause, sinon plusieurs, encore pendante. L'honorable député, j'en suis sûr, reconnaîtra que, dans les circonstances, il serait tout à fait inopportun pour moi de livrer des commentaires sur cette question.

M. Knowles: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre de la Justice ne déposera-t-il pas maintenant l'opinion relative à ce décret du Conseil que lui, ses collègues et d'autres ont cherché à obtenir il y a quelques mois?

L'hon. M. Chevrier: D'après les renseignements que je possède, il n'y a aucun doute qu'une telle opinion n'existe pas au ministère de la Justice ainsi que nous nous en doutions quand nous siégeons de l'autre côté de la Chambre.

REVALORISATION DU DOLLAR CANADIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Robert Simpson (Churchill): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Finances. Compte tenu des déclarations innombrables et erronées des personnes qui occupent actuellement les banquettes ministérielles...